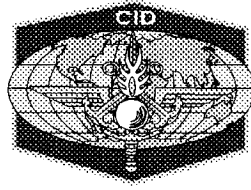


1997-1998

1998-333



# Mémoire de géopolitique



## LA TURQUIE PUISSANCE REGIONALE

LCL RUTZ

GROUPE A6

1998-333

Poste avancé de l'Alliance Atlantique dans une région où s'entrecroisent les stratégies d'influence et les lignes de fracture, la Turquie constitue un facteur déterminant de stabilité en Méditerranée orientale, dans les Balkans, dans le Caucase, au Proche Orient, en Asie Centrale et en Europe. Par le fait de l'histoire, par sa situation géographique, par la singularité de son modèle de société la Turquie est au coeur des bouleversements les plus profonds de l'aire euro-orientale: embrasement balkanique, affrontements en mer Egée, équilibre et essor du Caucase, instabilité de l'Asie Centrale, renouveau islamique. Car la spécificité turque réside dans la capacité de ce pays à se situer dans plusieurs sous-systèmes. La Turquie se trouve dans une situation géo-stratégique telle qu'elle peut difficilement s'en tenir à des choix diplomatiques simples. Elle est partagée entre des tropismes orientaux, l'attrance vers le monde musulman, l'entente avec le monde slave et le désir d'appartenance pleine et entière à l'Europe. Il existe malgré tout une constante de l'histoire contemporaine turque : sa volonté de puissance déborde de toute les structures d'alliance régionale auxquelles elle a adhéré. La Turquie peut à l'évidence devenir une puissance régionale active visant à l'autonomie du fait de la réticence de l'Europe à son adhésion, des ambiguïtés de l'OTAN à son égard, du recul de la sphère d'influence russe et du renouveau islamiste. Son avenir est cependant étroitement dépendant de l'adaptation de son modèle d'état aux mutations de sa société civile.

## NAISSANCE DE L'ETAT NATION

La première guerre mondiale se termine pour les turcs par un désastre dans lequel ils semblent devoir tout perdre: l'Etat ottoman est occupé par les Alliés, les Grecs soutenus par la Grande-Bretagne débarquent en Asie Mineure, le Sultan Mehmed VI accepte le traité de Sèvres (10 août 1920) morcelant l'Empire et lui laissant peu de chance de survie. Cependant un général déjà illustre -Mustafa Kemal- a gagné l'Anatolie à partir duquel il oppose au pouvoir impérial vassalisé un gouvernement national populaire libre, bien que menacé de toutes parts. En moins de dix ans (1913 fin des guerres balkaniques, 1923 fondation de la république turque) Atatürk réussit à forger une identité nationale dans une lutte extrêmement violente combinant la guerre d'indépendance contre les vainqueurs du conflit mondial et une guerre civile menée au nom du seul peuple turc contre l'ensemble des autres ethnies de l'ancien état ottoman. La Turquie réussit à imposer par la force ses propres frontières aux puissances occidentales avec une seule exception notable : la région de Mossoul que la Grande-Bretagne céda à l'Irak en 1926 par un traité turco-britannique. Après la défaite des forces arméniennes et grecques, Mustafa Kemal obtint par le traité de Lausanne (1923) la reconnaissance des frontières de l'actuelle Turquie, sur le tracé de la ligne d'armistice de la seconde guerre mondiale. Ce traité qui a réglé le partage des territoires de la mer Egée entre la Grèce et la Turquie a laissé en suspens plusieurs questions qui se ranimeront à l'occasion du conflit chypriote : limite des eaux territoriales, limite du plateau continental, limite de l'espace aérien. De son côté, la Syrie n'a jamais reconnu la souveraineté turque sur la ville et les alentours de Iskenderun (Alexandrette). Cette région, dénommée Hatay, bénéficia de 1921 à 1938 d'un statut autonome au sein de la Syrie alors sous mandat français, et fut cédée en totalité à Ankara alors que se précisait la perspective de l'indépendance syrienne.

Appuyé sur un parti unique, exerçant un pouvoir absolu, Mustafa Kemal put entreprendre la révolution nationale qui d'un état islamique encore médiéval donna

naissance à un état laïque moderne. Le kémalisme, ensemble de principes et d'actions, fut théorisé postérieurement en six principes : nationalisme, laïcisme, républicanisme, étatismes, réformisme et populisme, qui ont façonné la Turquie moderne. Le génie stratégique de Mustafa Kemal fut d'abandonner explicitement toute référence au panturquisme qui sous-tendait la politique de l'Empire ottoman et de revendiquer pour la nouvelle nation turque la seule Anatolie.

## **GEOGRAPHIE :**

La plus grande partie du territoire est donc constituée par le plateau anatolien, haute terre (altitude moyenne 1132 mètres) soumise à une sismicité encore très active et affectée d'un gigantesque mouvement de bascule dans le sens Est-Ouest. Vers l'Ouest, ce massif accidenté s'enfonce sous les eaux de la mer Egée qui borde une côte extrêmement découpée. Il s'élève vers l'Est jusqu'à l'ancienne Arménie (Anatolie orientale) dont la surface de base dépasse 2000 mètres. Ce plateau anatolien est enserré au Nord et au Sud entre deux bourrelets montagneux périphériques. Au Nord, le long de la mer Noire, les chaînes Pontiques relativement peu élevées dans le secteur occidental prennent à l'Est de la hauteur et de la continuité. Elles constituent jusqu'à la frontière géorgienne une barrière approchant 4000 mètres difficilement franchissable qui a joué un rôle historique majeur en isolant longtemps les côtes de la mer Noire du haut plateau arménien. Au Sud, les chaînes du Taurus qui sont à l'Ouest morcelées en blocs isolés (Bey Daglary 3086 mètres) s'exhaussent au maximum au-dessus du golf d'Alexandrette puis se dédoublent à l'Est avec l'axe parallèle de l'anti-Taurus. Dans cet ensemble, les provinces climatiques bien tranchées se distinguent d'abord par les rythmes pluviométriques. Les régions côtières de l'Egée, de la Méditerranée et de la mer Noire, sont abondamment arrosées (jusqu'à un mètre annuel dans les plaines et deux mètres sur les reliefs). Sur le plateau intérieur, les pluies diminuent rapidement sous le vent des chaînes montagneuses pour tomber à 200 millimètres environ dans le cœur de l'Anatolie intérieure dont la majeure partie reçoit moins de 400 millimètres. Le niveau des précipitations s'élève à nouveau légèrement dans la haute Anatolie orientale. Cette opposition pluviométrique qui se double d'un contraste thermique entre le haut plateau aux hivers froids et les franches côtières aux hivers tièdes, entraîne une grande diversité végétale. Les plaines côtières abritent toute la végétation arbustive méditerranéenne ; les chaînes tauriques et pontiques portent encore de belles forêts ; l'Anatolie intérieure et la haute Anatolie de l'Est sont steppiques. Les hautes terres arides nourrissent des cours d'eau peu abondants (Sakarya, Kizil Irmak, Grand et Petit Méandre). Les seules ressources appréciables sont fournies par les grands cours d'eau de la haute Anatolie de l'Est, (Tigre et Euphrate) à forte alimentation neigeuse, dont la Turquie possède les cours supérieurs.

## **POPULATION :**

Le peuplement de l'Anatolie est profondément marqué par l'irruption massive de tribus nomades turcophones issues des steppes de l'Asie centrale qui submergèrent à la suite de la bataille de Mantzikert (1071) les populations sédentaires préexistantes : Grecs, Arméniens et Kurdes. D'importantes minorités arméniennes et

grecques (surtout en Cappadoce et dans la région côtière Est Pontique) subsistèrent respectivement jusqu'au massacre des arméniens en 1915, puis leur éviction totale en 1923 et aux échanges de populations gréco-turques de 1923. Malgré les garanties exigées par le traité de Lausanne, la communauté grecque en Turquie a connu depuis l'éclatement de la question chypriote une hémorragie constante favorisée par les pressions et les tracasseries du gouvernement turc. Seule s'est maintenue une importante minorité kurde estimée actuellement à quelques douze millions. Majoritairement sunnite chafi'ite, la population kurde maintint contre le mouvement national turc son allégeance au Sultan-Calife. Cette fidélité à l'Empire ottoman et les révoltes déclenchées par les premières mesures de laïcité provoquèrent l'aliénation progressive de la population kurde.

Pendant plusieurs siècles, l'Anatolie est demeurée un pays peu peuplé parcouru par des groupes nomades dont la sédentarisation fut très lente. A partir de la fin du XVIIIème siècle, de nombreuses vagues de réfugiés turcs et musulmans chassés des Balkans, de Crimée, du Caucase et d'Asie centrale par le repli de la puissance ottomane ont successivement comblé les vides démographiques. On estime que cet apport a concerné trois millions de personnes dont les descendants constituent aujourd'hui le quart de la population; de huit à dix millions seraient originaires du Caucase et plus de trois millions des Balkans. Depuis la création de l'état turc, la démographie a connu une croissance forte, qui demeure supérieure à 1,7% par an. La population qui était de treize million d'habitants en 1927 a atteint 63 millions d'habitants. Cette expansion démographique a achevé de faire de l'Anatolie un pays plein où les marges d'expansion agricole sont atteintes, déclenchant dès les années soixante un important exode rural. Alors qu'en 1945 18% de la population seulement était urbanisée, le pourcentage actuel dépasse les 70%. Grâce à la signature en octobre 1961 d'un accord germano-turc, l'émigration a joué un rôle important dans les équilibres macro-économiques de la Turquie, atténuant non seulement les tensions sur le marché de l'emploi mais aussi la contrainte de la balance extérieure. Les flux migratoires ont principalement alimenté jusqu'en 1974 les besoins de main d'oeuvre des pays de la communauté européenne avant de se réorienter vers les pays exportateurs du Moyen-Orient. On estime que la diaspora turc représente trois millions de ressortissants avec une très nette concentration en Allemagne qui regroupe 59% des émigrés turcs.

## **LE MONDE TURC ET LA TENTATION PANTURQUISTE**

Le fait turc n'est ni ethnique, ni culturel, ni religieux, ni national : il est essentiellement linguistique. Parler turc crée un sens aigu de l'appartenance à une communauté qui partage un même héritage auquel chacun se réfère de plus ou moins près, même si les destinés ont souvent été très diverses.. Seuls ou avec d'autres, les turcs ont tour à tour régné à Pékin, à Delhi, à Kaboul, à Samarkand, à Ispahan, à Bagdad, à Damas, au Caire, à Alger, à Belgrade et dans bien d'autres villes encore. Vertigineux passé qui est responsable d'un double sentiment de supériorité pour ce qu'ils ont été et d'infériorité pour ce qu'ils sont devenus. Leur aire d'expansion est immense, de la Sibérie du Nord-Est aux Balkans. Les habitants de la République de Turquie représentent le groupe humain le plus important du monde turc estimé à quelque cent vingt millions d'âmes. Le second groupe peut être constitué par les Azéri, qu'ils soient iraniens (environ six million et demi de turcophones) ou qu'ils vivent dans la république d'Azerbaïdjan (sept millions). Le troisième groupe comprend

les quelques trente millions de turcophones de l'ex-asie centrale soviétique (Ouzbékistan, Kirghizstan, Turkménistan et Kazakhstan). D'autres minorités enfin, se rencontrent dans les Balkans (un million deux cent mille), à Chypre (cent quatre vingt mille) ou en Russie (huit millions ?).

Même si la parenté des langues turques est évidente, la situation linguistique ne permet plus de songer à créer une langue littéraire commune qui serait la condition indispensable à une union durable et réelle du monde turc. Cependant depuis la disparition de l'URSS, la Turquie tente d'imposer un ascendant politique et culturel sur les groupes ethniques les plus proches par la promotion de son modèle d'état laïc musulman moderne, ouvert à l'économie de marché et par une stratégie médiatique agressive qui développe tant la puissance de l'édition (notamment télévisuelle) que les instruments de sa diffusion (satellites, promotion de l'alphabet latin). Elle a d'ailleurs réussi, en février 1992, à associer les républiques turcophones et l'Arménie dans l'Organisation de coopération économique (OCE) qui a été créée en 1964 entre l'Iran, la Turquie et le Pakistan.

La Turquie tente notamment d'affermir son influence dans les Balkans pour faire pression sur la Grèce mais surtout en Transcaucasie et en Asie centrale où elle poursuit des buts à la fois stratégiques et économiques. Elle oeuvre à y favoriser le développement d'états indépendants et autonomes qui lui évitent pour la première fois de son histoire de partager des frontières communes avec la Russie. Au delà, elle cherche à mettre à profit la chance historique qu'offre la découverte en mer Caspienne des réserves d'hydrocarbures les plus prometteuses de la planète et dont son sous-sol est pratiquement dépourvu. Elle est confrontée dans cette région aux intérêts traditionnels de la Russie et de l'Iran, mais surtout à ceux des Etats-Unis qui en devient l'acteur majeur. N'ayant pas la capacité à réaliser par elle-même des investissements significatifs, elle doit envisager des formes de partenariat et d'alliances pour participer tant à l'exploitation qu'au transport et la commercialisation de ces sources d'énergies. Le pragmatisme de sa politique lui a valu quelques succès dans ce jeu d'alliances changeantes. Ses efforts se concentrent désormais sur le contrôle d'au moins un projet de pipeline, dans le triple but d'assurer son approvisionnement énergétique, d'en tirer quelques royalties et d'affaiblir les influences russes et iraniennes. Ankara peut compter dans ce domaine sur l'appui de Washington qui y voit l'intérêt supplémentaire de diversifier les sources et les trajets d'approvisionnement. Ces projets imposent cependant à la Turquie de pacifier l'est-anatolien.

## **LA QUESTION KURDE**

L'exploitation de la diversité ethnique par les grandes puissances étant analysée par le mouvement national turc comme la cause principale de la chute de l'Empire ottoman, l'état turc nia d'emblée l'existence de l'identité kurde. Non seulement les publications en langue kurde étaient interdites mais il était défendu d'écrire ou même de parler kurde. Une dizaine d'insurrections furent sévèrement réprimées entre 1925 et 1938 alors qu'une nouvelle insurrection pendant la seconde guerre mondiale aboutit en 1946 à une république kurde éphémère au Nord de l'Irak. Le parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a été créé à la fin des années 70 par des mouvements activistes de gauche qui développèrent un programme nationaliste. Au risque de propager la contagion au sein de leurs propres minorités, la Syrie et l'Iran ont choisi de soutenir la rébellion, Crédité d'une centaine de membres au début de

sa lutte armée, il comprend aujourd'hui plus de dix mille combattants. A l'issue de la guerre du Golf, Ankara résolut de supprimer militairement le problème kurde. Le choix de la solution militaire a néanmoins démontré, semble-t-il, sa faillite. Les coups portés au PKK, y compris dans le Nord de l'Irak, ont amoindri ses capacités militaires sans mettre fin à son existence ni à ses soutiens extérieurs. Les constantes violations des droits de l'homme et la violence des campagnes militaires ont renforcé l'audience du PKK, troublé l'opinion publique turque et suscité une profonde émotion internationale. De plus le champ d'action du terrorisme a débordé des frontières naturelles de peuplement kurde; ravagée par la guerre, soumise à la politique de déplacement de l'état, la moitié de la population kurde a progressivement migré vers les villes littorales du Sud ou les grandes villes de l'Ouest. Enfin, le choix du tout militaire devient un véritable problème économique puisque le coût total des opérations s'élève à sept milliards de dollars par an. Le gouvernement turc a désormais choisi de développer une double approche du problème kurde. En approfondissant son action militaire qui s'affranchit désormais des frontières avec le Nord de l'Irak, il cherche à éliminer toute volonté des kurdes de Turquie à rechercher l'autonomie ou l'indépendance. En s'attaquant au sous-développement endémique de la région, il cherche à démanteler les structures féodales pour que cesse l'insurrection.

## **LE PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DU SUD-EST**

Treize ans d'affrontements ont causé la mort de vingt trois mille personnes mais également provoqué le déplacement de deux millions de villageois et la fermeture d'environ trois mille écoles. Cet exode rural involontaire a aggravé la lente dégradation du potentiel économique du sud-est turc. Quelques chiffres illustrent ce déclin : en 1923, l'économie de la province de Diyarbakir la plaçait au second rang dans le pays, 40 ans plus tard elle glissait au 26ème rang, à l'heure actuelle elle n'est plus que 62ème sur 80 provinces. Alors que le revenu national annuel moyen par habitant atteignait en 1996 6139\$, il est inférieur à 700\$ dans la majeure partie du sud-est anatolien. L'état a donc décidé de promouvoir un projet ambitieux qui vise à remodeler entièrement la géographie physique, économique et humaine de cette zone. Ses objectifs sont de pacifier cette région où le coût matériel et politique de la rébellion hypothèque lourdement les perspectives de développement du pays, à assurer la stabilité sociale et à freiner l'exode rural. Il vise par une utilisation efficace des ressources de la région à combler le fossé qui sépare le sud-est anatolien des autres régions turques au triple niveau de l'éducation, de la richesse économique (emploi, revenu, croissance) et de la modernisation (équipement, mode de vie, mode de pensées...). Ce projet dénommé Grand Projet Anatolien (GAP) est considéré comme l'un des douze grands projets mondiaux par son ampleur. Projet de développement régional intégré couvrant huit provinces sur une surface correspondant à 10% de la surface du pays, il englobe une combinaison de treize principaux projets d'irrigation, de production hydroélectrique, et de projet de développement visant l'ensemble des activités, du domaine économique au domaine social en passant par les infrastructures de communication. Il concerne environ cinq millions de personnes et devait à l'origine fournir trois millions d'emplois. Aujourd'hui douze milliards de dollars ont déjà été dépensés et 90% de la partie énergétique du projet sont achevés. Malheureusement, l'impact réel sur les économies de la région est encore faible car 7% seulement des plans d'irrigations ont été réalisés. Or l'irrigation n'avait pas

pour objet d'étendre la surface des cultures traditionnelles mais de changer complètement le mode de production afin de passer d'une agriculture sèche (lentilles, pistache...) à une agriculture irriguée (coton, maïs, oléagineux et agrumes) dont les productions ont un plus grand intérêt commercial et devaient permettre de développer une industrie agro-alimentaire d'exportation. Faute de stabilité sociale et de sécurité mais aussi à cause des hésitations de l'état, rares sont les entreprises qui ont jusqu'alors investi dans la région.

Par ailleurs, la réalisation d'une partie des vingt-deux barrages prévus sur les cours du Tigre et de l'Euphrate a envenimé les relations entre la Turquie, la Syrie et l'Irak.

## **LES RELATIONS AVEC LE MONDE MUSULMAN :**

Au fur et à mesure que le pétrole tend à se banaliser dans la région, l'eau le remplace en tant que matière stratégique liée à l'irrigation des cultures mais aussi à la croissance démographique. La Turquie, en régulant le cours supérieur de l'Euphrate et en engageant une exploitation intensive de ses eaux, porte un préjudice direct aux intérêts de l'Irak mais surtout à ceux de la Syrie qui ne dispose pratiquement d'aucune autre ressource d'eau. Profitant de sa position de pays riverain amont, la Turquie bien qu'elle s'en défende, déroge aux coutumes internationales en la matière : obligation de consultations préalables, utilisation équitable des ressources, règles de bon voisinage. En effet, contrairement à un accord conclu en 93, aucun accord définitif fixant les quotes-parts en eau des trois pays n'a été signé à ce jour alors que la Turquie a déjà procédé à une réduction de 40% du débit de l'Euphrate. La Syrie se plaint d'autre part d'avoir constaté une dégradation notable de la qualité de l'eau (rejet d'engrais, salinisation...). Ce problème entraîne par dérivation des querelles sur le partage des eaux entre la Syrie et l'Irak, l'Irak et l'Iran et entre la Jordanie, la Syrie et Israël. La Syrie envisage en effet de compenser le déficit en ressource en augmentant ses prélèvements sur le Yarmouk, principal affluent du Jourdain. La Turquie utilise en fait l'eau comme une arme politique pour un double but. D'une part, faire pression sur l'Irak et la Syrie pour éviter la régionalisation du problème kurde; Ankara a d'ailleurs récemment demandé aux Etats-Unis et à Israël de tenir compte du soutien aux terroristes du PKK avant tout accord avec la Syrie. D'autre part, préserver les termes d'une négociation sur l'Oronte avec la Syrie qui, revendiquant la province turque du Hattay (Sandjak d'Alexandrette) se réserve 90% du débit.

L'hostilité constante de la Syrie envers la Turquie et la méfiance non moins permanente de l'Egypte n'ont pas empêché un rapprochement de la Turquie et du monde arabo-musulman. C'est au milieu de la décennie soixante, au moment où la Turquie est isolée sur la scène internationale à cause de la question chypriote, que la diplomatie turque, assumant une histoire séculaire, s'est tournée vers ses voisins les plus proches. En 1976, Ankara adhère à la Confédération islamique (OCI) dont elle abrite le plus important centre de recherche économique et y jouit d'un prestige et d'un poids croissant. Après le déclenchement de la guerre irako-iranienne, elle a développé des relations bilatérales, politiques et économiques avec la très grande majorité des états arabo-musulmans. Dans l'ensemble des pays arabes les productions turques et le système bancaire tendent à placer la Turquie comme un intermédiaire entre la technologie européenne et le marché arabe. L'islamisation progressive de la vie sociale et politique turque et l'éphémère exercice du pouvoir par le

parti islamique du Refah ont pu faire croire à un approfondissement de cet axe de politique extérieure. Mr Erdogan a saisi toutes les occasions pour insister sur les affinités culturelles entre les pays musulmans. Il a clairement fait comprendre l'opposition de la Turquie à un embargo contre l'Iran ou contre l'Irak. Il a proposé l'idée d'un sommet quadripartite entre la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie pour débattre des problèmes communs. Il a annoncé sa volonté de favoriser la constitution d'un marché commun islamique de trois cent vingt millions d'habitants. Il a multiplié les voyages dans le monde musulman : en Egypte, au Nigeria, en Libye et en Iran. Il a renoué les relations diplomatiques avec ce pays; ce qui a permis la conclusion d'un contrat gazier de plus de vingt milliards de dollars. Istanbul a accueilli le premier sommet du groupe D-8 (Developping-8) comprenant la Turquie, l'Indonésie, la Malaisie, le Bangladesh, le Pakistan, l'Iran, l'Egypte et le Nigeria. Mais ces initiatives, que d'aucuns présentent comme un défi aux Etats-Unis, constituent des éléments d'une véritable diplomatie au service d'une stratégie de puissance régionale qui ne remet pas en cause les choix fondamentaux de la politique turque. Mr Erdogan a ainsi respecté l'accord cadre de coopération militaire et économique avec l'Israël et maintenu la politique d'Ankara de soutien au plan de paix américain. Le processus de normalisation engagé entre Israël et les Palestiniens avait en effet levé l'obstacle principal au développement de l'alliance entre la Turquie et Israël perçu comme un allié privilégié dans la région. Même si la Turquie analyse froidement les évolutions stratégiques, elle sait qu'elle demeure dépendante du soutien des Etats-Unis et de l'Union Européenne.

## **LES RELATIONS OCCIDENTALES**

Durant la guerre froide, la Turquie a été l'un des alliés les plus importants du camp occidental, en particulier des Etats-Unis dans leur stratégie d'endiguement de l'Union soviétique. Des accords bilatéraux permirent l'installation de bases et de stations américaines qui ont rendu, durant cette période de confrontation, des services inestimables et qui conservent aujourd'hui une très grande importance pour la stratégie américaine de double endiguement de l'Irak et de l'Iran. En raison du partenariat stratégique conclu avec la Russie, qui lui interdit de contrecarrer ouvertement la diplomatie agressive de Moscou dans les régions considérées comme faisant partie de son étranger proche, Washington peut utiliser le relais de la Turquie dans sa sphère d'influence - notamment en Asie centrale et au Caucase. Même si la disparition du bloc communiste a affaibli la position stratégique de la Turquie au sein de l'OTAN, elle conserve une position de tête de pont dans une région terriblement instable et stratégiquement vitale pour la sécurité et les intérêts occidentaux. Par ailleurs, l'appui occidental et principalement américain reste à l'évidence l'atout le plus précieux pour la Turquie. Aussi, la Turquie est demeurée un allié fidèle. Elle fournit d'ailleurs toujours les forces armées les plus nombreuses de l'OTAN. Ces forces restent malgré tout sous-équipées par manque de moyen, mais aussi parce que le vieil antagonisme entre la Turquie et la Grèce a conduit les Etats-Unis à rationner leurs livraisons d'armes modernes aux deux pays.

Cependant, la politique extérieure de la Turquie ne se réduit plus depuis longtemps à la projection mécanique des intérêts occidentaux - notamment américains - dans la région. A l'occasion de la crise de Chypre, la Turquie a vécu comme un véritable traumatisme les menaces d'embargo et de désengagement américains. Les Turcs ont pris conscience que leur engagement unilatéral les avait totalement

isolés de leur environnement géographique. Dès cette époque la diplomatie turque a cherché à promouvoir une politique multi-directionnelle : ouverture au bloc communiste, intérêt pour le monde arabo-islamique renforcement des liens avec l'Europe communautaire.

L'accord d'association conclu en 1963 avec la CEE s'inscrivait dans la continuité d'alliances avec le monde occidental tout en introduisant l'émergence d'une vision plus économiste de la politique extérieure. Dès l'origine cet accord prévoyait de réaliser une union douanière complète dans un délai de trente-deux ans, de même que le protocole additionnel signé à Ankara en novembre 1970 ouvrait explicitement la perspective de l'adhésion à part entière. Après bien des aléas, l'accord d'union douanière a été signé moyennant un montage d'inspiration française destiné à désamorcer l'obstruction grecque : la promesse d'ouvrir des négociations en vue de l'adhésion de Chypre à l'Union Européenne. L'accord d'union douanière est entré en vigueur le 1er janvier 1996, après avoir passé au Parlement de Strasbourg l'épreuve d'un débat virulent sur les droits de l'homme. Il a fait de la Turquie le pays non-membre le plus étroitement associé à l'Europe. On aurait pu envisager, comme après 1963, de repousser de quelques dizaines d'années le débat en profondeur sur la vocation européenne de la Turquie. Mais alors que l'Union européenne a décidé de s'ouvrir à de nouveaux venus et a placé la République de Chypre sur la liste officielle des candidats à l'adhésion, le dépit de la Turquie est profond de rester en marge de l'Union. Il l'est d'autant plus que les aides financières (dix-huit milliards de francs) prévues par l'accord d'union douanière sont toujours bloquées par un veto grec lié à la position turque sur l'avenir de Chypre. Or, si à terme l'accord d'union douanière assure à la Turquie d'indéniables avantages, dans le court terme son économie a souffert du choc de l'économie de marché. Le déficit commercial que la Turquie enregistre avec l'Union européenne est passé en 1996 de cinq à onze millions de dollars, pour une dette extérieure globale de soixante-quinze milliard de dollars qui demeure l'une des plus fortes du monde. Aussi la première réaction de la Turquie a été d'affirmer vouloir remettre en cause l'union douanière. Cette éventualité reste peu crédible, car l'économie turque est devenue extrêmement dépendante de ses relations avec l'Union européenne puisque celle-ci compte pour 47,2% de ses fournisseurs et pour 51,3% de ses clients. Les réticences européennes officielles vis-à-vis de la Turquie sont connues : les droits de l'homme, les différends avec la Grèce et la présence militaire à Chypre. Mais d'autres bonnes raisons restent dans le domaine du non-dit : la crainte des flots migratoires, l'impact de l'intégration turque sur les fonds d'aide régionale et les subventions agricoles. Aussi les arguments rationnels des diplomates européens comptent peu pour l'opinion turque lorsque les plus éminents leaders démocrates-chrétiens (le chancelier Kohl, José Maria Aznar et Wilfried Martens) laissent entendre que la véritable obstruction est d'ordre religieuse. Une telle prise de position contribue à affaiblir la position des tenants de la république laïque.

## **LA REPUBLIQUE ESSOUFFLEE**

Les élections législatives du 24 décembre 1995 ont consacré le parti modérément islamiste du Refah comme premier parti du pays avec 21,38% des suffrages et 158 sièges sur 550. Au lendemain du scrutin on pouvait remarquer que près de 80% de la population voulait préserver l'ordre constitutionnel. Mais on ne peut se cacher que ce premier succès électoral d'un parti "islamiste" est le symptôme d'une

crise profonde de la République laïque directement inspirée du système jacobin que fonda Mustafa Kémal sur les décombres de l'Empire Ottoman. La période de fondation de l'état-nation illustre clairement le dilemme intrinsèque à la modernisation turque. Pour les élites kémalistes, le progrès signifiait avant tout l'acquisition de la laïcité, en rupture avec l'archaïsme de la société musulmane ottomane. Ce but ultime justifiait que l'on sacrifie si nécessaire le consentement démocratique. Ainsi dès l'édification de l'état républicain, celui-ci s'est défini comme le garant du progrès et de la laïcité en imprimant sa volonté sur la société grâce au système du parti unique. Car par deux fois Mustafa Kemal a tenté sans succès d'instaurer par décret le pluralisme démocratique. Autrement dit, à l'origine même de l'idéologie fondatrice, on peut repérer des tensions entre le consentement démocratique et la laïcité. Cette double exigence de la modernité occidentale ne peut que se contredire elle-même dans un pays musulman comme la Turquie. Dès lors, chaque phase de démocratisation entraîne le renouveau des valeurs islamiques qui, considérées comme une menace aux principes laïques, imposent une interruption de la démocratie. Ainsi les coups d'état successifs (1960, 1971, 1980) révèlent tous d'une manière ou d'une autre le cercle vicieux (démocratisation, réislamisation) de la vie politique turque et l'autonomisation ratée de la société civile. Tout au long des dix-sept dernières années, les valeurs centrales de la société civile ont subi un changement profond. Les valeurs des classes moyennes, celles des couches sociales désormais urbanisées, celles imprégnées de culture musulmane émergent dans l'espace politique et bouleversent les clivages habituels entre élites et peuples, progressistes et réactionnaires, modernistes et islamistes. Face à cette mutation plus profonde qui s'exprime démocratiquement, l'ère des interventions militaires semble révolue. En 1997 l'armée gardienne du dogme kémaliste a évincé Monsieur Erbakan du pouvoir par la pression et par la menace d'utilisation de l'arme constitutionnelle.

La Turquie est le pays dont la vie politique aura le plus d'importance pour les démocraties occidentales en 1998. Les élections qui auront vraisemblablement lieu dans l'année qui vient, donneront des indices précis sur la maturité du système politique mais aussi sur la capacité de la Turquie à assumer son destin de puissance régionale. L'intérêt pour l'OTAN de la Turquie comme tête de pont entre l'occident et le monde arabo-musulman est une question plus politique que militaire. Que les islamistes, dès lors qu'ils s'engagent à respecter les lois démocratiques et la Constitution, soient autorisés à présenter des candidats aux élections, que les militaires s'engagent à respecter le verdict des urnes, alors l'Alliance pourra compter sur son flanc oriental vulnérable un allié résolument tourné vers l'avenir et le développement. A leur tour, les puissances occidentales et plus particulièrement les européens devront accepter ce pays comme un véritable partenaire conscient de ses intérêts nationaux. Pour que la Turquie puisse pleinement jouer son rôle dans la région, pour qu'elle accepte les revirements nécessaires au règlement du problème kurde, à l'apaisement des relations avec la Grèce et à la coopération pour l'avenir de Chypre, les nations occidentales devront respecter leurs engagements.

## BIBLIOGRAPHIE

- \_Beedham (Brian), «L'allié essentiel et gênant de l'OTAN», *Courrier international*, Paris, Hors-série n°18, Décembre 1997.
- \_Billion (Didier), «la Turquie à la croisée des chemins», *Relations internationales et stratégiques*, Paris, n°26, été 1997.
- \_Brunot (Patrick), «Le projet politique turc», *Revue de la défense nationale*, Paris, juin 1997.
- \_Cheterian (Vicken), «Grand jeu pétrolier en Transcaucasie», *Le Monde Diplomatique*, Paris, Octobre 1997.
- \_Goux-Baudiment (Fabienne), «Le GAP: projet Anatolie du Sud-Est», *Futuribles*, Paris.
- \_Huver (Antoine), «L'échec du gouvernement islamiste», *L'état du monde*, Paris, 1998.
- \_Lorieux (Claude), «L'armée gardienne du dogme kémaliste», *Le Figaro*, Paris, 15 août 1996.
- \_Pipes (Daniel), «Islam, l'option turque», *Politique Internationale*, Paris, n°68, été 1995.
- \_Roux (Jean-Paul), «Esquisses socio-historiques sur le monde turc», Paris, 1993.
- \_Semo (Marc), «La république essoufflée», *Politique internationale*, Paris, n°71, Printemps 1996.
- \_Vaner (Semith), «Une place centrale sur l'échiquier international», *La Documentation Française*, Paris, 1995.
- \_Yerasimos (Stéphane), « la république de Turquie», *Flammarion*, Paris, 1995.